

CHASSES TRADITIONNELLES | Samedi 18 septembre, les chasseurs de tout le sud-est s'étaient donné rendez-vous dans le fief de Christophe Castaner.

Déferlente orange sur Forcalquier

5 000, 10 000 les chiffres concernant l'affluence dans les rues de la cité comtale de Forcalquier diffèrent selon les sources mais une chose est sûre samedi 18 septembre la place du Bourguet était noire, ou plutôt orange, de monde.

À 14 h le rendez-vous était donné à la Bonne-Fontaine et il y régnait une ambiance bon enfant et festive au son du galoubet et du tambourin. Certains s'essayaient même à quelques pas de danse avec le groupe folklorique avant que le cortège ne s'élançe en direction du centre-ville où devaient avoir lieu les discours. Éric Camoin, président de l'Association nationale de défense des chasses traditionnelles à la grive (ANDCTG) organisateur de cette manifestation, a donné le signal du départ au son des appeaux et cornes en souhaitant qu'il n'y ait aucun débordement en appelant ses collègues au calme.

Leurs homologues de toute la France s'étaient également donné rendez-vous dans les Landes à Mont-de-Marsan, dans la Somme à Amiens, dans le Calvados à Caen, dans le Loiret à Orléans, dans les Ardennes à Charlevilles-Mézières et en Ile-et-Vilaine à Redon.

Venus du Gard, de Haute-Savoie, de Vaucluse, du Var, des Alpes-Maritimes, etc. tous se sont mobilisés

afin de faire entendre leur voix et défendre leurs pratiques ancestrales. Ils réclamaient le rétablissement de toutes les chasses traditionnelles dont la chasse à la glu, le retrait de la proposition de loi Dombrevail et la démission de la ministre de l'Écologie Barbara Pompili et de sa secrétaire d'État Bélangère Abba dont les noms ont été hués à de nombreuses reprises durant la manifestation.

Deux ministres dans le viseur

Le bal des allocutions a été ouvert par Éric Camoin, particulièrement ému, qui ne pouvait que constater la réussite de ce rassemblement : « Nous sommes au-delà de tout ce que l'on pouvait espérer » déclarait-il la gorge serrée et les yeux brillants. Il a ensuite laissé la place à Max Mercurio, président de la fédération régionale de chasse qui a lu la motion qu'ils souhaitent adresser au président de la République après avoir souligné « la désinvolture et le mépris de de certains membres du gouvernement à leur égard ». Au cri de « Démission ! Démission ! », il a redemandé la démission des deux ministres dont « les positions idéologiques et dogmatiques sont intolérables ». Ils réclament également une régulation du loup « en adéquation avec sa population et avec celle du

petit gibier ». Il concluait son discours en souhaitant que la chasse soit reconnue comme un patrimoine national.

Frédéric Esmiol, président la chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence et représentant la chambre régionale a rappelé que les chasseurs pouvaient compter sur les agriculteurs. « Vous êtes indispensables, martelait-il. Chasseurs et paysans forment une seule et unique communauté de vie. Une communauté de vie qui réunit ces hommes et ces femmes viscéralement attachés à leur territoire et à leurs traditions. Que seraient, amis chasseurs, nos paysans, nos chemins ruraux, nos sentiers, sans votre intervention. Nous avons besoin de vous. Pour réguler les populations de gibier afin de limiter les dégâts aux cultures et aux forêts. C'est votre mission première et nous vous en savons gré. Nous avons besoin de vous pour réguler une population de loups en perpétuelle progression et dont les prédatons à répétition ont porté un lourd tribut à certaines espèces d'ongulés ainsi qu'à nos troupeaux. » Il poursuivait : « Amis chasseurs, nous menons le même combat face à l'ignorance d'une société qui n'admet pas, parce que nous prélevons des animaux, que nous puissions les aimer. Je ne connais pas un éleveur qui n'aime pas son



troupeau pas plus qu'un chasseur qui n'aime la faune sauvage. »

Christophe Castaner réplique

L'objectif premier de la manifestation de Forcalquier était de se rendre devant la permanence de Christophe Castaner, président du groupe de la République en marche à l'Assemblée nationale, cependant celui-ci avait fait savoir aux organisateurs qu'il ne souhaitait pas les recevoir. Une attitude qui lui a valu de nombreux hués et manifestations de mécontentements. Certains pointaient le mépris de l'ancien ministre de l'Intérieur une accusation à laquelle il a réagi dans un texte retranscrit dans *La Provence* datée du 20 septembre où il s'insurge en expliquant qu'il n'a pas reçu de sollicita-

tion pour qu'« une délégation soit reçue à sa permanence lors de la manifestation » et affirme qu'il est en attente d'une date pour une rencontre et que sa porte est « ouverte si M. Éric Camoin a des propositions à faire à la suite de la décision de la Cour européenne de justice et aux trois décisions du Conseil d'État ». Il répond par ailleurs aux accusations de mépris qui ont pu lui être faites par cette phrase : « Je métonne de lire qu'il y aurait du mépris quand vous tendez la main en ayant proposé plusieurs options de rencontres (...) Travestir une vérité est aussi une forme de mépris, mais de mépris pour la cause que l'on prétend servir. » Il conclut ce courrier par « ma détermination à porter le combat pour nos territoires ruraux est totale ». ■

A.G.

SOMMET DE L'ÉLEVAGE

SALON N°1 DE L'ÉLEVAGE EN EUROPE

5 > 8 OCTOBRE 2021

CLERMONT-FERRAND

FRANCE

SOMMET DE L'ÉLEVAGE

#sommetelevage

www.sommet-elevage.fr